

A Venise, le palais qui divise

POLITIQUE CULTURELLE Depuis l'annonce, fin juillet, que Pro Helvetia allait quitter le Palazzo Trevisan pour cause d'économies, les débats s'enflamment, entre attaque d'une minorité linguistique et manque de vision politique

VIRGINIE NUSSBAUM
X @Virginie_nb

On pourrait l'appeler le palais de la discorde. Il n'en a pas l'air, avec sa façade à la richesse un peu décatie surplombant le canal de la Giudecca, dans la romantique Venise. Noble vestige du XVe siècle, le Palazzo Trevisan s'est pourtant retrouvé au cœur de débats animés depuis fin juillet. Lorsque le *Sonntagsblick* lançait un pavé dans l'eau vénitienne: Pro Helvetia, Fondation suisse pour la culture, qui occupe le deuxième étage de la bâtisse, mettra bientôt fin à ses activités au Palazzo, où elle organisait jusqu'ici événements culturels ou résidences d'artistes. L'espace de 140 m², propriété de la Confédération depuis 1966, pourrait même être revendu.

Une décision «improvisée»

La conséquence de coupes budgétaires frappant Pro Helvetia, qui voit les cordons de sa bourse resserrés. Parce que le Conseil fédéral a engagé une réduction de 2% des dépenses, affectant également la culture, et parce que le cadre financier pour le message culture 2025-2028 a été réduit par rapport aux prévisions initiales. En rendant les clés du Palazzo, et en renonçant à sa dizaine de rendez-vous annuels, la fondation économiserait ainsi 250 000 francs par an. Si la décision doit encore être validée d'ici à la fin de l'année, au Tessin, on n'a pas attendu pour la levée de boucliers. Au Festival de Locarno en particulier, où sont rassemblées, cette semaine

encore, de nombreuses personnalités des mondes politique et culturel. Tandis que l'ancien président du festival, Marco Solari, a évoqué dans les médias la perte «d'un symbole», Giordano Zeli, président de la Fondazione Svizzera Pro Venezia, a dénoncé une décision «improvisée» et «totalement incompréhensible». Une attaque à l'*italianità* helvétique, s'inquiète-t-on, d'autant que l'Institut suisse de Rome, autre pilier culturel du pays dans la Péninsule, verra lui aussi ses dépenses sabrées de 20%. «Le Palazzo Trevisan, seulement la pointe de l'iceberg», titrait ainsi le quotidien tessinois *La Regione*.

«Les relais virtuels ne remplaceront jamais les «vrais» échanges»

LEILA EL-WAKIL, HISTORIENNE DE L'ART ET PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Un débat purement italo-tessinois? Loin de là. En Suisse romande aussi, la décision fait réagir. Et si la population connaît mal ces institutions, elles accueillent ponctuellement des artistes du cru, comme le batteur genevois Arthur Hnatek qui se produisait en mai au Palazzo. Leila El-Wakil le sait bien. Durant la 15e Biennale d'architecture en 2016, l'historienne de l'art et professeure à l'Université de Genève était chargée d'assurer la programmation du Salon suisse au palais, où archi-



Juché au-dessus du canal de la Giudecca, le Palazzo Trevisan rayonne depuis le XVe siècle dans la Cité des Doges. (MATTHIAS SCHOLZ/ALAMY STOCK PHOTO)

tectes helvétiques et étrangers ont abordé la question du bâti alternatif. «Cette carte blanche fut une occasion de rencontres uniques», se souvient Leila El-Wakil, attristée par le retrait possible de Pro Helvetia. «La France a ses Instituts de France, l'Allemagne ses Goethe Institut et la Suisse, pays le plus riche de la planète, supprimerait ou réduirait la voilure de ses propres institutions culturelles, à la fois des ambassades et des phares qui éclairent le monde? C'est triste.» Et de souligner l'importance de la résidence à l'étranger. «Les relais virtuels ne remplacent jamais les «vrais» échanges. Pour les artistes et les historiens de l'art, cela fait, aujourd'hui encore, absolument sens.»

Sacrifices acceptables

Une perte majeure, renchérit Noëlle-Laetitia Perret. Pour la professeure d'histoire à l'Université de Genève, spécialiste des échanges culturels entre la Suisse et l'Italie, Venise et Rome restent des laboratoires interdisciplinaires de la plus haute importance, au cœur de réseaux internationaux uniques au monde.

«Les enjeux sont plus vastes qu'une simple liste d'événements: ces lieux offrent aux artistes et aux chercheurs la possibilité de tisser des liens et de favoriser des échanges cruciaux pour approfondir le dialogue interculturel dont nous avons tant besoin. En ces temps de guerre, la culture doit plus que jamais devenir un vecteur stratégique essentiel.» Craignant une «perte de crédibilité» de la Suisse face à ses voisins, Noëlle-Laetitia Perret dénonce aussi un manque d'ambition et de vision de la Confédération en matière de diplomatie culturelle. Voire une déconnexion entre les bureaux des décideurs et la réalité du terrain... «Tout ce qui existe là s'est construit pendant une centaine d'années à Rome et plusieurs décennies à Venise. Ce qu'on raye de la carte, on ne le retrouvera pas.»

Des efforts budgétaires, oui, mais pas à n'importe quel prix, ajoute Simone de Montmollin, conseillère nationale genevoise et présidente de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC). «Notre culture suisse, ce sont quatre langues,

l'intégration de nos particularités et de nos différences. Si on affaiblit ce qui touche à notre cohésion, on s'affaiblit soi-même également.» Et l'élue PLR de questionner la décision de lier le financement de l'Institut suisse de Rome et du Palazzo à Pro Helvetia. «Ces deux instituts assurent des missions qui dépassent celle de la fondation. Une solution doit pouvoir être trouvée afin d'assurer leur pérennité.»

«Nous privilégions l'impact»

Philippe Bischof, directeur de Pro Helvetia, a entendu les craintes et les frustrations, assure-t-il au bout du fil. Et il admet: «Nous avons sous-estimé l'impact émotionnel de cette annonce. Je le comprends, car il s'agit aussi d'une question d'identité.» Mais il tient à replacer le contexte: dans le cadre d'économies nécessaires, les activités culturelles au Palazzo sont apparues comme des sacrifices acceptables. «Le premier mandat de Pro Helvetia, c'est de soutenir les acteurs culturels et la diffusion de leur travail – la diplomatie culturelle, c'est l'af-

faire du DFAE. Nous privilégions donc l'impact le plus concret. Contrairement à nos présences aux Salons internationaux du livre de Turin ou de Bologne, par exemple, le Palazzo, c'est un étage. Une salle magnifique, certes, mais qui ne peut accueillir qu'une centaine de personnes, et où il est logistiquement assez compliqué d'organiser des événements. L'audience était donc très limitée.»

L'Italie reste le troisième pays où Pro Helvetia s'investit le plus, après la France et l'Allemagne, souligne encore le directeur. La fondation ne désertera d'ailleurs pas Venise, où elle chapeaute depuis 12 ans le Pavillon suisse à la Biennale. Même le sort du Palazzo ne serait pas scellé: Philippe Bischof glisse que des discussions sont en cours, avec le canton du Tessin notamment. «J'ai promis à Elisabeth Baume-Schneider que nous trouverions une solution. Je suis convaincu que nous parviendrons à construire un futur, différent, du Palazzo porté par plusieurs partenaires, et plusieurs épaules.» ■

«Où sont passés les faiseurs de paix?»

CONFLITS A l'occasion du 75e anniversaire des Conventions de Genève, la présidente du Comité international de la Croix-Rouge Mirjana Spoljaric dresse un tableau particulièrement sombre de la situation internationale

LUIS LEMA
X @luisilema

Il y a un quart de siècle, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se montrait inquiet. Un peu partout sur la planète, en partie camouflés jusqu'à peu par la Guerre froide, les conflits se propageaient. Le président du CICR à l'époque, Cornelio Sommaruga, dénombrait 20 conflits «actifs» qui réclamaient l'intervention de l'organisation. Pas de quoi «célébrer» ce qui était alors le 50e anniversaire des Conventions de Genève, les traités fondateurs du droit international humanitaire. Lundi, à Genève, la présidente actuelle du CICR, Mirjana Spoljaric, a fait le même décompte: l'organisation genevoise est aujourd'hui active dans... 120 conflits à travers le monde. C'est peu dire que les voyants sont au rouge vif. «Si la tendance devait se poursuivre, en est venue à expliquer Mirjana Spoljaric, nous avons bien peur de ne pouvoir tout simplement pas célébrer le centenaire des Conventions, dans vingt-cinq ans...»

«Où sont passés aujourd'hui les faiseurs de paix?», s'interrogeait la présidente, en peignant un tableau particulièrement sombre de la situation internationale, et du rôle que peut y jouer le CICR. Achevées le 12 août 1949, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les Conventions de Genève avaient été considérées comme une sorte de «miracle», multipliant les dispositions chargées de protéger les populations civiles en temps de guerre. Ces textes ont été adoptés par pratiquement tous les Etats, et ils revêtent donc un caractère universel. Mais il ne faudrait forcer qu'un tout petit peu le trait pour affirmer que les Conventions risquent d'être bientôt, à ce rythme, universellement violées.

Populations déshumanisées

Dans les zones de guerre, les ambulances et les hôpitaux ne sont pas respectés; l'accès de l'aide et des secours humanitaires est souvent empêché; les travailleurs humanitaires eux-mêmes sont pris pour cibles et sont tués. «Les combattants ennemis aussi bien que la population sont déshumanisés», résume Mirjana Spoljaric.

Le CICR accepte d'endosser certains reproches, en rappelant que l'organisation a dû supprimer récemment environ 1600 postes, et que certains de ses programmes importants restent sous-financés. «Les huma-

nitaires peuvent être critiqués, mais il est inacceptable de s'en prendre à eux pour leur faire porter la responsabilité» de la situation, a répliqué la présidente en appelant les Etats à prendre des «mesures concrètes» au plus vite. «A quoi servent les déclarations, si elles ne sont pas appliquées?», tranche-t-elle.

Ainsi, Mirjana Spoljaric enjoint aux parties aux conflits de renouveler leur «engagement profond» au respect du droit international humanitaire, non seulement dans la lettre, mais aussi dans son esprit. Elle demande des «améliorations significatives» dans les conflits en cours et exhorte les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adopter notamment les Protocoles additionnels qui complètent les Conventions. Enfin, le CICR appelle les Etats à veiller à ce que les nouvelles technologies ne soient utilisées en temps de guerre qu'en conformité étroite avec le droit de la guerre.

Recours à l'intelligence artificielle et au cyber, par exemple pour déterminer les cibles à abattre au moyen d'algorithmes, opérations sophistiquées de désinformation, irruption progressive des armes autonomes... «En situation de guerre, une grande part du danger vient précisément de l'imprévisibilité des escalades», a conclu Mirjana Spoljaric. Or aujourd'hui, aucun Etat ne peut se considérer à l'abri de ces sortes d'attaques. ■

EN BREF

Soudan: Washington est prêt à lancer les discussions à Genève

Les Etats-Unis ont assuré hier vouloir lancer cette semaine en Suisse un processus pour discuter d'un cessez-le-feu au Soudan malgré l'incertitude quant à la participation du gouvernement soudanais à ces pourparlers. Le Soudan est plongé depuis avril 2023 dans une guerre opposant l'armée régulière du général menée par Abdel Fattah al-Burhan aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) de son ex-adjoint, le général Mohammed Hamdane Daglo. Les pourparlers de Suisse, coparrainés par l'Arabie saoudite et la Suisse, incluront l'Union africaine, l'Egypte, les Emirats arabes unis et l'ONU en tant qu'observateurs, selon Washington. AFP

Venezuela: 25 morts lors des troubles post-électorales

Le procureur général du pays a fait état lundi d'un bilan de 25 morts et 192 blessés lors des troubles qui ont suivi la proclamation contestée de la victoire de Nicolas Maduro au scrutin présidentiel. Ce dernier a exigé des services de l'Etat une «main de fer» contre les auteurs des violences. Le procureur a affirmé que «tous ces décès peuvent être attribués aux groupes criminels instrumentalisés par les «comanditos», nom que se sont donné les groupes de militants de l'opposition. AFP